

Arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française

(NOR : ADN22202461AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°74 N du 16/09/2022 à la page 20187 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 16/09/2022

Le Président de la Polynésie française,
 Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique,
 Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
 Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
 Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;
 Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2022,

Arrête :

Article 1er.— Modalités d'éligibilité

Toute demande est adressée au service instructeur par tout moyen.

Le formulaire papier peut être téléchargé sur le site de la direction générale de l'économie numérique.

La demande en ligne peut être faite sur le site internet www.mes-demarches.gov.pf.

Les pièces à fournir lors de la demande, doivent être au nom du demandeur sollicitant l'aide.

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes pour les personnes physiques (entreprise individuelle) :

- copie d'une pièce d'identité du demandeur ;
- devis ou facture pro forma des dépenses prévisionnelles ;
- situation au répertoire des entreprises (ISPF) ;
- extrait du registre du commerce (Kbis), le cas échéant ;
- attestation d'acquittement des obligations sociales et régime d'affiliation (CPS) ;
- attestation de régularité des impôts directs territoriaux, délivrée par la direction générale des finances publiques (paierie de la Polynésie française) ;
- attestation de régularité des obligations fiscales, délivrée par la direction des impôts et des contributions publiques ;
- relevé d'identité bancaire au nom de l'entreprise individuelle (RIB).

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes pour les personnes morales :

- copie d'une pièce d'identité du demandeur ;
- devis ou facture pro forma des dépenses prévisionnelles ;
- extrait du registre du commerce (Kbis) ;
- copie des statuts datés, signés et enregistrés ;
- copie des bilans et comptes de résultat des 3 derniers exercices clos ;
- relevé d'identité bancaire au nom de l'entreprise morale (RIB) ;
- attestation de régularité en matière d'impôts directs territoriaux, délivrée par la direction générale des finances publiques (paierie de la Polynésie française) ;
- attestation délivrée par la Caisse de prévoyance sociale - CPS, indiquant que l'entreprise morale est en situation régulière au regard de ses obligations sociales ;
- attestation de régularité des obligations fiscales, délivrée par la direction des impôts et des contributions publiques ;
- liste des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau...) ;

- comptes approuvés du dernier exercice clos, pour les associations ;
- le plus récent rapport d'activité approuvé, pour les associations ;
- l'extrait du JOPF relatif à la constitution de l'association.

Art. 2.— Modalités d'instruction

La direction générale de l'économie numérique (DGEN) est le service instructeur. Il est chargé :

- de l'information, de la réception et de l'instruction des demandes ;
- de la gestion financière du dispositif ;
- de la notification des arrêtés d'attribution ou des décisions de rejet ;
- du contrôle des obligations des bénéficiaires.

Le service instructeur contrôle la complétude du dossier, à défaut il réclame la production des pièces manquantes. Le demandeur peut être invité à fournir tout document ou toute pièce dont la production serait jugée utile.

Art. 3.— Modalités d'attribution de l'aide

L'aide est attribuée par l'autorité compétente.

Lorsque le bénéficiaire est une personne physique, ou une personne morale, les modalités de versement de l'aide sont les suivantes :

- la première tranche, représentant cinquante pour cent (50 %) du montant total de l'aide, est versée à compter de la publication au Journal officiel de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide financière ;
- le solde, soit cinquante pour cent (50 %), est versé à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4.— Modalités de justification de l'utilisation et de contrôle de l'aide octroyée

Le bénéficiaire de l'aide, doit fournir auprès du service instructeur, dans les douze (12) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au Journal officiel de la Polynésie française :

- un état récapitulatif des dépenses effectuées ;
- les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet ;
- les justificatifs techniques de l'existence du site internet et/ou de l'application web.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5

Le ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 septembre 2022.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Le ministre de l'éducation
et de la modernisation de l'administration,
Christelle LEHARTEL.